

Compte rendu du CONSEIL MUNICIPAL

Lundi 12 décembre 2016

Le douze décembre deux mil seize, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-François RAVOT, Maire de Chevry.

Date de la convocation : 8 décembre 2016

Nombre de conseillers : 15
En exercice : 12
Votants : 11

Présents : Mmes C. Martin, MP. Girod, C Mathieu
MM. P. Chiggiato, R. Letscher, T. Leyvraz, P. Tissot, C Saitta

Absent : Mme C Aubry procuration JF Ravot, G. Duraffourg
Mme S Mazenc Nehr procuration R Letscher

Secrétaire de séance : C. Mathieu
Début de la séance : 20h00

I. Approbation du compte-rendu de la séance du 3 novembre 2014

II. Délibérations :

1. Réforme statutaire

Monsieur le Maire rappelle que la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation du Territoire de la République (loi NOTRe) prévoit un transfert de compétences des communes vers l'intercommunalité dès le 1^{er} janvier 2017.

Si ce transfert peut être automatique pour les compétences obligatoires, cette réforme statutaire sera l'occasion de revoir les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Gex afin de les mettre en adéquation avec le Projet de Territoire.

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5214-16 et L5211-17,

Vu la délibération n° 2006.00300 du conseil communautaire de la CCPG en date du 29 septembre 2016.

Considérant qu'en l'absence de délibération dans les délais fixés par la loi, l'avis du conseil municipal est réputé favorable,

- EMET un avis favorable à la réforme statutaire proposée par la CCPG.

**Contre : Thierry Leyvraz,
Patrick Tissot, Carmelo Saitta**
**Abstentions : Robin Letscher, Marie-
Pierre Girod, Sophie Mazenc-Nehr**
**Pour : Paolo Chiggiato,
Colette Martin, Jean-François Ravot,
Cathy Aubry, Catherine Mathieu**

2. Acquisition parcelles Consorts Vuaillet

Madame Mathieu Catherine ne prend pas part au vote ni à la discussion.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, dans le cadre de la réhabilitation de l'ancienne décharge de Chevry en ISDI, engagement a été pris de créer un giratoire afin de faciliter l'accès des poids lourds au site.

Pour ce faire, la commune doit acquérir un certain nombre de parcelles nécessaires à la mise en œuvre dudit giratoire.

Les propriétaires, les consorts Vuaillet, ont donné leur accord pour vendre le foncier au prix fixé par les services fiscaux soit 10,63 € le m².

La surface achetée concerne une superficie totale de 2'084 m² ce qui porte le coût total hors frais d'actes à 22'152,92 €.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **DECIDE** l'acquisition des 2'084 m² de terrain situés sur les parcelles B145 – B112 – B650 appartenant aux consorts Vuaillet pour un coût total hors frais d'actes de 22'152,92 €.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette transaction.

Approuvé à l'unanimité

3. Marché d'acquisition de mobilier pour la nouvelle mairie de Chevry

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal par délibération du 10 octobre 2016 a décidé de lancer une consultation pour l'acquisition du mobilier de la nouvelle mairie.

Le coût estimatif des aménagements a été évalué à 40 000 euros H.T. considérant des niveaux de prestations en rapport avec les locaux existants.

La remise des offres a été fixée le 25 novembre 2016 à 12h00, quatre offres ayant été déposées.

Préalablement à la remise des offres, les quatre candidats ont tous visité les locaux afin de proposer un schéma d'aménagement cohérent, six dates de visite ont été initiées dans le règlement de consultation.

Les offres ont été classées selon six critères :

- Modularité
- Schéma d'aménagement
- Conditions de garantie
- Prix
- Délais de livraison

Les caractéristiques spéciales du mobilier devaient répondre aux critères suivants :

- Solidité
- Facilement modulables
- Conformes aux normes de sécurité
- Ergonomiques, confortables et d'entretien facile
- Suivi décennal des gammes proposées.

La Commission d'Appels d'Offres s'est réunie mardi 6 décembre 2016.

Quatre candidats ont présenté un dossier complet, respectant les règles de recevabilité :

- Vachoux : 346 route de Chevrier 74930 PERS JUSSY
- Ain Bureau Class : 57 rue Charles Robin 01000 BOURG EN BRESSE
- Office Concept : 735 rue Barronières 01700 BEYNOST
- EBI : 2682 route de Genève 01170 CESSY

Pour l'ensemble des critères précités, ont obtenu la note de :

- Vachoux : 74/100
- Ain Bureau Class : 70,86 /100
- Office Concept : 53,65/100
- EBI : 80,37/100

La Commission d'Appel d'Offres, après étude des différentes propositions, propose de retenir la société EBI pour un montant de 41 000 euros H.T.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- **APPROUVE** la proposition de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 6 décembre 2016.
- **DECIDE** d'attribuer le marché d'équipement mobilier de la nouvelle mairie à la Société EBI 2682 route de Genève 01170 CESSY pour un montant de 41 000 euros H.T.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à ce marché.

Approuvé à l'unanimité

4. Désignation d'un représentant pour siéger au Comité technique de la Régie des Eaux Gessiennes dès 2018

Vu la délibération du Conseil communautaire du 26 mai 2016 approuvant les statuts de la Régie des Eaux Gessiennes,

Vu lesdits statuts et notamment le chapitre II créant un comité technique chargé de se prononcer, par avis simple, sur toutes questions relevant de la compétence de la Régie,

Vu le courrier de Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays de Gex du 9 novembre 2016 sollicitant la désignation d'un représentant de la commune de Chevry au sein du comité technique,

Considérant que cette désignation permettra aux communes membres de la Communauté de Communes du Pays de Gex d'être étroitement associées aux futures décisions de la Régie des Eaux Gessiennes

ARRETE

Article 1 : Monsieur RAVOT Jean-François est désigné pour représenter la commune de Chevry au sein du Comité technique de la Régie des Eaux Gessiennes, en qualité de membre titulaire.

Article 2 : Madame GIROD Marie-Pierre est désignée pour représenter la commune de Chevry au sein du Comité technique de la Régie des Eaux Gessiennes, en qualité de membre suppléant.

Article 3 : Monsieur le Maire est chargé de transmettre la présente délibération exécutoire à Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays de Gex.

Approuvé à l'unanimité

Guy Duraffourg est arrivé pour voter la délibération suivante. Il ne participe pas aux votes des délibérations précédentes.

5. Décision budgétaire modificatives n° 2

Monsieur le conseiller municipal avec délégation spéciale aux Finances informe le Conseil Municipal, que diverses évolutions des besoins budgétaires rendent nécessaire de modifier les ouvertures de crédits budgétaires en dépense et en recette comme détaillé dans le tableau annexe.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-11 et L.2312-1 ;

Vu ses délibérations budgétaires antérieures pour l'exercice 2016 ;

Considérant que la réalisation de certaines opérations induit des réajustements en section de fonctionnement ;

Considérant qu'il convient par conséquent d'adopter une décision modificative n° 2 pour l'exercice 2016 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- APPROUVE les modifications d'ouverture de crédits conformément au tableau annexe.
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer toute pièce relative à cette décision modificative du budget 2016.

Approuvé à l'unanimité

6. Autorisation du Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2017

Dans l'attente du vote du budget 2017, la commune ne peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement que dans la limite des restes à réaliser de l'exercice 2016.

Afin de faciliter les dépenses d'investissement du premier trimestre 2017, et de pouvoir faire face à une dépense d'investissement imprévue et urgente, le Conseil Municipal peut, en vertu de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, autoriser le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget 2016.

Les dépenses concernées sont les suivantes :

	BP 2016	25 %	Autorisation
2117 / 21 op 71 PROG ANNUEL	17 460 €	4 365 €	4 365€
2184 / 21 op 71 PROG ANNUEL	3 000 €	750 €	750 €
2313 / 23 op 71 PROG ANNUEL	82 540 €	20 635 €	20 635 €
2313 / 23 op 82 NVELLE MAIRIE	1 133 607 €	283 401.75 €	283 401.75 €
2315 / 23 op 101 CIMETIERE	140 000 €	35 000 €	21 000 €
2313 / 23 op 109 LA POSTE	95 000 €	23 750 €	23 750€
2313 / 23 op 113 ROND POINT	655 000 €	163 750 €	100000 €
2151 / 21 op 115 ROUTES	50 000 €	12 500 €	12 500 €
2313 / 23 op 116 BAT TECHN	240 000 €	60 000 €	60 000 €
TOTAL	2 416 607 €	604 151.75 €	526 401.75 €

Les crédits autorisés sont obligatoirement inscrits au budget primitif.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- AUTORISE Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement 2017 dans la limite des crédits repris ci-dessus avant le vote du budget primitif 2017.

Approuvé à l'unanimité

7. Convention de déneigement

Madame le Maire-adjoint en charge des travaux expose à l'assemblée la convention à conclure avec le GAEC Monts-Jura, représenté par Monsieur Josserand Yves pour le déneigement des routes.

Cette convention est établie pour une durée d'un an à compter de la signature.

Le forfait de la prestation est de 4'000 € TTC. Lecoût horaire est de 100 € HT.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- ACCEPTE de conclure la convention de déneigement avec le GAEC Monts Jura, représenté par M. Josserand Yves,
- ACCEPTE les conditions tarifaires fixées par cette convention,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention et tout document s'y rapportant.

Approuvé à l'unanimité

8. Modification du tableau des emplois permanents de la collectivité

Monsieur le Maire expose qu'il appartient à l'organe délibérant de la collectivité sur proposition de l'autorité territoriale, de fixer les effectifs des emplois permanents à temps complet nécessaires au fonctionnement des services communaux

Vu la Loi n° 84-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits & libertés des communes et de leurs établissements publics,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant ; et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **ACCEPTE** les propositions du Maire,
- **FIXE** le nouveau tableau des emplois permanents de la commune au **1^{er} janvier 2017** comme suit :

EMPLOIS A TEMPS COMPLET	Nombre	Grade / Cadre d'emplois
Direction :		
- Directeur général des Services	1	Attaché territorial
Service Administratif :		
- Agent comptable	1	Adjoint administratif 2 ^{ème} classe
Service Technique :		
- Responsable des Services Techniques	1	Agent de maîtrise
- Entretien voirie, employé polyvalent – conducteur spécialisé	2	Adjoint Technique 2 ^{nde} classe
- Employé polyvalent, entretien locaux, cantine scolaire, Agence postale communale	1	Adjoint Technique 2 ^{nde} classe
- Employé polyvalent, entretien locaux, Agence postale communale	1	Adjoint Technique 2 ^{nde} classe

EMPLOIS A TEMPS NON COMPLET	Nombre	Grade / Cadre d'emplois
- Responsable du service administratif- Gestion des Ressources Humaines – Urbanisme	1	Rédacteur (30h/s)
- Secrétaire administrative polyvalente	2	Adjoint Administratif 2 ^{nde} classe (20h/s)
- Agent de service des Ecoles/Poste (33h30/s)	1	Adjoint Technique Principal 2 ^{nde} classe
- Agent de service des Ecoles	1	Adjoint Technique 2 ^{nde} classe (21h30/s)
- Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles	1	ATSEM 1 ^{ère} classe (30h/s)

- **AUTORISE** le Maire à procéder à la déclaration de vacance de poste et prendre les dispositions relatives au recrutement.

Annule et remplace la délibération du 14 décembre 2015.

Approuvé à l'unanimité

9. Création d'un emploi contractuel

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée qu'il y a lieu de créer un emploi d'agent technique à temps non-complet pour les services techniques afin d'assurer divers travaux de nettoyage dans les différents bâtiments communaux (extension école Dolto – remplacements divers)

Il est précisé que cette création d'emploi est temporaire et pour une durée du 1^{er} février 2017 au 31 janvier 2020 avec un recrutement dès que possible.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **DECIDE** de créer un emploi à temps non-complet d'adjoint technique du 1^{er} février 2017 au 31 janvier 2020 avec un recrutement dès que possible,
- **DECIDE** de lancer le recrutement,
- **PRECISE** que la durée hebdomadaire de l'emploi sera à temps non complet de **19 heures**,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à entreprendre toutes les formalités pour l'application de cette décision.

Approuvé à l'unanimité

III. Divers / Informations :

Paolo Chigiatto :

- Pour la commission revalorisation des déchets à la CCPG, il ne peut plus assister aux réunions, Marie-Pierre est intéressée par cette commission, le nécessaire sera fait auprès de la CCPG et de la mairie pour lui transmettre les convocations.

Carmelo Saitta :

- Circulation chemin de Mollet trop nombreuses et surtout trop de vitesse. Etude en cours.

Marie-Pierre Girod :

- Fin des travaux rue St Maurice
- Réception travaux nouvelle Mairie.
- Prévenir les administrés lors d'une coupure de courant annoncée par ENEDIS, et le mettre sur le site de Chevry. Un courrier sera adressé à ENEDIS pour leur demander d'informer eux-mêmes informatiquement leurs propres clients.

Guy Duraffourg :

- Affaire Rannard travaux rue du château, un accord est en cours.

Michel Mourlevat :

- Horaires de la poste changés pour cette fin d'année. Information sur le site de la mairie, dans « Les Reflets » et affichage à la Poste.

Séance levée à 21h20